

Caisse d'Allocation Familiales
des Pyrénées-Orientales

112 rue Henri Ey
66019 PERPIGNAN Cedex 9

**MISSION DE “CONTROLE DE DECENCE DES
LOGEMENTS”**

MAPA n°2025-05

Cahier des Clauses Particulières (CCP)



Juillet 2025

Sommaire

PREAMBULE	3
1. OBJECTIFS DE LA MISSION	3
2. PERIMETRE D'INTERVENTION.....	4
3. VISITE DES LOGEMENTS ET REALISATION DE DIAGNOSTICS	4
4. DELAIS DE REALISATION	8
5. MODALITES DE SUIVI	9
6. DUREE DE LA MISSION	9
7. QUALIFICATION DU PRESTATAIRE	10
8. MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT.....	11
8.1. PASSATION DES COMMANDES.....	11
8.2. FIXATION DES PRIX	12
8.3. AVANCES ET REGLEMENT DES COMPTES.....	13
8.4. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL....	14
8.5. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS	14
8.6. REGULARITE AU REGARD DES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES ET L'ABSENCE DE CONDAMNATION PENALE.....	15
8.7. ASSURANCES DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE.....	15
8.8. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	16
8.9. PROPRIETE INTELLECTUELLE – OBLIGATION DE SECRET PROFESSIONNEL DISCRETION CONFIDENTIALITE	16
8.10. RESILIATION DU CONTRAT.....	18
8.11. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	18
8.12. RESILIATION SANS FAUTE DU TITULAIRE.....	19
8.13. LITIGES.....	20

PREAMBULE

UNE MISSION DE CONTROLE DE DECENCE DES LOGEMENTS POUR LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES PYRENEES-ORIENTALES

La mission du titulaire est de contrôler pour le compte de la Caisse d'allocations familiales les logements signalés non décents concernant des allocataires de la Caf, ainsi que les contrôles après la réalisation des travaux par les propriétaires.

1. OBJECTIFS DE LA MISSION

➤ *Objectifs généraux*

Le présent contrat a pour objet une mission de contrôle des logements indécents.

La loi Sru du 13 décembre 2000 art. 187 a introduit la notion de décence des logements, et le décret « décence » n°2002-120 du 30 janvier 2002 actualisé habilite les Caf à contrôler la décence du logement pour permettre le versement de l'aide au logement en tiers payant.

La loi Alur (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 a renforcé la place et les responsabilités des Caisses d'Allocations Familiales en matière de lutte contre la non-décence des logements. Ainsi, les Caisses d'Allocations Familiales disposent d'un nouveau levier pour peser sur la résorption de la non-décence : conservation des aides au logement pour les allocataires percevant une ALF ou une ALS lorsque le logement qu'ils occupent est non décent.

De plus, il appartient désormais aux Caisses d'Allocations Familiales d'habiliter des tiers pour établir des constats de non-décence.

A cette fin, le décret n° 2015-191 du 18 février 2015 a introduit dans le Code de la Sécurité Sociale des articles qui fixent les conditions d'habilitation des organismes de droit privé.

C'est dans ce cadre que la Caf a décidé de contractualiser avec un prestataire afin de contrôler le respect des normes de décence des logements.

Cette mission vise, à partir d'une plainte ou d'un signalement d'après une grille de normes de décence standardisée via « signal logement » (Annexe n°1) sur demande d'un allocataire, d'un contrôleur Caf ou d'une collectivité territoriale à :

- **Préparer et réaliser le diagnostic initial précis vérifiant les critères de décence de logement au domicile de l'allocataire.** Vérifier que le contrôle relève bien de la compétence du prestataire (zone géographique) et que les conditions de faisabilité de contrôle sont remplies (occupation des lieux, confirmation du signalement par le locataire) effectuer la visite au domicile de l'allocataire, et réaliser un **diagnostic précis vérifiant les critères de décence des logements**
- **Réaliser des visites de contrôles après travaux** permettant de s'assurer que le logement répond aux normes de décence.

- Elaborer des constats relatifs à l'état des logements en **qualifiant l'état du bâti** (non-décence, présomption d'insalubrité ou présomption de péril potentiel, présomption de logement impropre à l'habitation)

Toutes les prestations décrites dans ce document seront assurées dans la limite de la durée du contrat.

➤ **Objectifs quantitatifs**

A titre indicatif et sans engagement contractuel, la mission pourra consister à effectuer :

- 140 visites de logements par an,
- 70 1^{er} contrôle après travaux.
- 15 2^{ème} contrôle après travaux.

Le coût global de chaque contrôle correspond à un prix unitaire fixé par type de mission.

2. PERIMETRE D'INTERVENTION

Le dispositif décrit dans le cadre du présent cahier des clauses particulières sera mis en œuvre sur l'ensemble du département des Pyrénées Orientales. La zone est évolutive en fonction des partenaires habilités tels que l'agence régionale de santé (ARS), la direction d'hygiène et de santé publique (DHS) de Perpignan, ainsi que les communes volontaires dans le cadre du permis de louer.

3. VISITE DES LOGEMENTS ET REALISATION DE DIAGNOSTICS

➤ **Le diagnostic de décence**

Le titulaire devra réaliser, pour chaque logement visité un rapport donnant lieu à facturation.

- Visite du logement :

Le prestataire s'assure de la faisabilité* de la visite en complétant le formulaire de contact (annexe 3) :

- En vérifiant le périmètre éligible à l'intervention (hors permis de louer, SCHS, autres zones déjà couvertes)
- L'adéquation de la présomption de non-décence au regard du signalement par le locataire sur signal-logement
- La situation d'occupation par le locataire

Option 1 : La complétude du formulaire de contact transmis à la caf (annexe 3) n'amène pas à la réalisation effective de la visite de logement. Cela ne donne pas lieu à une facturation.

(*) Si le constat est réalisé à tort sur une zone non concernée, le paiement n'est pas dû

Option 2 : l'allocataire a pu être contacté. Le prestataire transmet à la Caf le formulaire de contact, en indiquant si les éléments collectés permettent une préqualification du logement suivant les différents degrés d'habitat indigne :

- logement décent,
- logement potentiellement indécent,
- présomption d'insalubrité ou de péril.

Dans le cas de logement potentiellement indécent, il programme une visite du logement et la réalisation du diagnostic.

Le prestataire informe suffisamment à l'avance le locataire et le propriétaire du jour et de l'heure auquel sera réalisé le diagnostic. Le prestataire invite le locataire à être présent ou à être représenté lors de la visite du logement servant à l'établissement du constat.

Le prestataire transmet l'invitation au locataire et au bailleur par tout moyen, permettant de s'assurer de la date certaine de sa réception. Le prestataire conserve la preuve de la réception de l'invitation par le locataire et le bailleur, elle pourra lui être demandée par la Caf.

Le prestataire convient avec le bailleur des modalités de contact afin de préciser les préconisations permettant la suppression des désordres. Les coordonnées de l'interlocuteur du prestataire devront être adressée au propriétaire.

Option n°1 : La visite du logement n'a pu être réalisée.

Le prestataire indique à la Caf par voie électronique l'impossibilité de réalisation du contrôle du logement et les motifs. La Caf annule le contrôle. Cette option ne donne pas lieu à facturation.

Option n°2 : Réalisation du diagnostic de vérification des critères de décence du logement (1er visite).

Le diagnostic vérifiant l'état des critères de décence est effectué dans le logement.

Il est réalisé par le prestataire, en référence aux désordres listés dans le décret du 30 janvier 2002.

A ce titre, il contient obligatoirement les éléments suivants :

- la description pièce par pièce des éléments observés ne répondant pas aux normes de décence, ou pouvant mettre en cause la sécurité physique ou la santé des occupants ainsi qu'un montage photographique (ou tout autre support visuel) portant notamment sur les anomalies ;
- l'indication des éléments à mettre en conformité (travaux à préconiser) en formalisant objectivement les désordres et leurs origines (défaut de conception du bâti, d'entretien du logement, d'entretien des parties communes ou d'un comportement des personnes résidant dans le logement)
- La synthèse des propos rapportés par les occupants (y compris les mineurs), l'allocataire ou son représentant ;

- une mention indiquant s'il y a une présomption d'insalubrité, de péril ou d'insécurité concernant un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement¹ ;
- une autorisation de transmission des données issues du contrôle de décence signée (annexe 4) par le locataire de transmission du rapport de contrôle de décence du logement et comportant la mention suivante :

« Les informations collectées sur le logement peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la caisse d'allocations familiales ou dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTHI). Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne : agence régionale de santé, collectivités territoriales, Fonds de solidarité logement, et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages. Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la Caf (demande formulée par courrier postal accompagnée d'une preuve d'identité) et dans le cadre d'ORTHI auprès du préfet du département où se situe le logement selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté du 30 septembre 2011 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à l'habitat indigne et non décent »

▪ Etablissement du constat

A partir des éléments recueillis lors du diagnostic, le prestataire détermine si le logement doit être classé en non décent, c'est-à-dire un logement comportant un (ou des) élément(s) non conforme(s) au décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 actualisé relatif aux caractéristiques du logement décent.

Le prestataire s'assure de la complétude et de la signature de l'allocataire de l'autorisation de transmission des données issues du contrôle de décence (annexe 4)

Le constat est directement notifié sur le support « diagnostic – constat décence » fourni par la Caf (**cf. annexe n°5**)

Le rapport devra comporter les informations techniques permettant de justifier la qualification de l'état du logement en fonction des différentes réglementations en vigueur (non-décence, insalubrité, péril, logements impropres à l'habitation (garage, cave, grenier...) et les préconisations de travaux pour lever la non-décence

Si l'état du logement visité est tel qu'il présente un danger pour la sécurité des occupants le prestataire devra saisir la Caf sans délai afin qu'elle effectue les liaisons nécessaires auprès des institutions compétentes.

¹ Le constat fait état d'une présomption d'insalubrité au sens des articles L.1331-22 à L.1331-31 du code de la santé publique, d'une présomption de péril tel que prévu à l'article L.511-1 du code de la construction et de l'habitation ou d'une présomption d'insécurité concernant un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement au sens de l'article L. 123-3 du même code.

➤ **Réalisation du contrôle après travaux (2^{ème} visite ou plus)**

- Transmission par la Caf au prestataire des éléments permettant le contrôle après travaux :

La Caf transmet au prestataire les factures transmises par le bailleur.

Le prestataire avant le déclenchement d'une visite de contrôle après travaux :

- Analyse les factures de travaux envoyées par le bailleur
- Prend contact par téléphone avec le locataire afin de faire une première vérification quant à la réalisation des travaux par rapport aux factures transmises

Après analyse deux options

Option n° 1 : La visite de contrôle après travaux peut être mise en œuvre au regard des éléments transmis et vérifiés.

Le prestataire informe la Caf du contrôle après travaux en transmettant par voie électronique à la Caf une copie de l'invitation faite au locataire.

- Invitation du locataire :

Le prestataire invite suffisamment à l'avance le locataire en l'informant du jour et de l'heure auquel sera réalisé le diagnostic. Le prestataire invite le locataire à être présent ou à être représenté lors de la visite du logement servant à l'établissement du constat.

Le prestataire transmet l'invitation au locataire par tout moyen, permettant de s'assurer de la date certaine de sa réception. Le prestataire conserve la preuve de la réception de l'invitation par le locataire, elle pourra lui être demandé par la Caf.

- Réalisation du diagnostic de vérification des critères de décence du logement :

À la suite de la réalisation des travaux pour remettre aux normes le logement, une visite de contrôle d'achèvement des travaux avec un deuxième diagnostic est réalisée. Ce diagnostic contient obligatoirement les éléments suivants :

- la vérification des éléments ne répondant pas aux normes de décence figurant dans le constat d'indécence
- le constat de tout nouvel élément non conforme aux caractéristiques de décence

Si le constat de contrôle de mise aux normes de décence fait apparaître que le logement est devenu décent le constat transmis à la Caf sera signifié.

Cependant, si ce constat de contrôle de mise aux normes fait apparaître à nouveau la non-décence du logement, le constat et l'ensemble des éléments du diagnostic sont transmis à la Caf

Le titulaire devra réaliser un rapport pour chaque logement visité **sur la base de l'annexe n°5**.

Ledit rapport précisera si les travaux réalisés par le bailleur rendent le logement conforme aux normes de décence

Si la visite du logement n'a pu être réalisée, le prestataire indique à la Caf par voie électronique l'impossibilité de réalisation du contrôle du logement et les motifs. La Caf annule le contrôle. Cette impossibilité de visite ne donne pas lieu à facturation

Option n° 2 : la visite de contrôle après travaux ne peut être mise en œuvre au regard des éléments transmis et vérifiés

Le prestataire informe le propriétaire de l'impossibilité d'effectuer le contrôle à la suite de la réalisation insuffisante des travaux, en lui précisant expressément les travaux restant à réaliser.

Une copie de ce courrier est adressée par le prestataire à la Caf par voie électronique.

Normes et règlements

Le diagnostic de non-décence des logements sera réalisé en conformité avec les normes en vigueur le jour de la remise de l'offre et en particulier :

- **Si, au moment de la signature du marché, ces documents étaient modifiés ou remplacés par d'autres, ces derniers prévaudraient ;**
- **En tout état de cause, le diagnostic de non-décence des logements devra être conforme aux normes et règlements en vigueur à la date de leur exécution.**

4. DELAIS DE REALISATION

➤ Délai normal

- Le délai entre la demande de diagnostic par le Service Prestations Caf et le contrôle de décence est de 2 mois maximum (calendaires),

Le délai de réalisation entre la communication du signalement par la Caf, la production du rapport et la transmission à la Caf **ne pourra excéder 2 mois**. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des pénalités sur le dépassement du délai égales à :

- 10 % du montant unitaire de la prestation pour un délai dépassé de 15 jours,
 - 15 % du montant unitaire de la prestation pour un délai dépassé de 1 mois
-
- Le délai entre la demande de contrôle après travaux par le service Prestations Caf et le rapport de contrôle après travaux est de 2 mois maximum (calendaires),
-
- . Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des pénalités sur le dépassement du délai égales à :
- 10 % du montant unitaire de la prestation pour un délai dépassé de 15 jours,
 - 15 % du montant unitaire de la prestation pour un délai dépassé de 1 mois.

➤ **Délai d'urgence**

Des contrôles qualifiés urgents pourront être demandés par la Caf au **nombre de 20** par an maximum sur la durée du marché.

Le délai de réalisation entre la réception du signalement, la production et la transmission de l'enquête à la Caf **ne pourra excéder 10 jours**.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des pénalités sur le dépassement du délai égales à :

- 15 % du montant unitaire de la prestation pour un délai de 5 jours
- 20 % du montant unitaire de la prestation pour un délai 15 jours

Si le constat est réalisé à tort sur une zone non concernée, le paiement n'est pas dû.

5. MODALITES DE SUIVI

Le titulaire sera tenu de rendre compte régulièrement du résultat de chacune des missions qui lui seront confiées sur support informatique aux formats Open Office (Writer et Calc) ou Microsoft (Word ou Excel) ainsi qu'au format PDF pour ce qui est des données textuelles ou numériques.

Les échanges de données se feront par messagerie informatique.

Le titulaire sera tenu de respecter l'échéancier suivant pour chacune des missions qui lui seront confiées :

- Le titulaire restituera ses conclusions et documents tels que défini au paragraphe 4 pour le diagnostic,
- Les situations de danger devront impérativement être signalées le jour même de la visite par tous les moyens possibles (fax et/ou e-mail) pour une prise en charge de la situation par la Caf,
- L'étude globale du dossier jusqu'à la transmission du rapport à la Caf ne pourra excéder 2 mois.

Un bilan de l'activité ainsi qu'une rencontre annuelle avec les intervenants de la Caf aura lieu au siège de la Caf des PO à Perpignan.

6. DUREE DE LA MISSION

La mission prend effet à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une durée de 1 an soit jusqu'au 31 décembre 2026, puis est reconductible expressément une fois pour une durée de 1 an, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2027.

La Caf des PO informera le titulaire, par lettre recommandée avec AR, de sa décision de reconduire le marché, trois mois avant le 31 décembre de chaque année.

7. QUALIFICATION DU PRESTATAIRE

Les candidats devront justifier de leurs expertises professionnelles et de leurs expériences dans le domaine du logement, notamment de leurs compétences techniques pour qualifier l'état des logements au regard des différentes réglementations applicables.

Expertise professionnelle

Le prestataire remplit l'une des conditions ci-dessous :

- opérateur agréé, pour les actions d'ingénierie sociale, financière et technique, au titre de l'article L. 365-3 du code de la construction et de l'habitation ;
- organisme de droit public compétent pour mener des procédures au titre de la lutte contre l'habitat indigne ;
- détenir une ou plusieurs certifications relatives à l'évaluation technique de l'état d'insalubrité et d'occupation des immeubles d'habitation ;
- disposer d'agents intervenant pour ces contrôles ayant les formations requises pour évaluer les caractéristiques d'un logement décent et disposer d'un architecte
- choisi par une ou plusieurs collectivités territoriales sur le territoire de l'organisme payeur, après mise en concurrence, et être en cours de réalisation des missions de type PIG habitat indigne ou OPAH ou OPAH-RU incluant un volet habitat indigne. Ce critère, mentionné par l'organisme dans sa demande d'habilitation, peut être pris en compte pour l'habilitation dans la limite d'un an maximum après la fin du programme.

Et

Le prestataire fournit la liste des qualifications des agents chargés de dresser les constats.

Le prestataire devra compléter la note méthodologique jointe dans laquelle il devra préciser :

- La composition de son équipe
- Les principales expériences notamment en matière de réglementation sur l'habitat indigne
- L'organisation proposée pour la réalisation des différents diagnostics sur le département et pour répondre aux exigences de délais et assurer le soutien technique concernant le suivi des dossiers
- Le délai proposé pour la remise des différents rapports.

Le prestataire s'engage à signer une convention d'habilitation, de partenariat et de financement pour la réalisation de diagnostics vérifiant les critères de décence du logement (**cf - Annexe n°6 Convention d'habilitation type**)

Lettre de mission

Il sera remis au titulaire du marché une lettre de mission afin de justifier son autorisation d'effectuer les missions du présent cahier des charges (**dénommé *Certificat d'habilitation***).

Cadrage

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification au prestataire, une réunion de cadrage / mise au point des modalités d'exécution du marché sera réalisée entre le titulaire et le(s) interlocuteur(s) de la Caf des PO.

A renseigner par le prestataire

Coordonnées prestataire :

Nom

Correspondant

Numéro téléphone / Télécopie

Courriel

Adresse postale :

Coordonnées du prestataire pour la passation de la commande et éléments de mission :

Nom

Correspondant

Numéro téléphone / Télécopie

Courriel

Adresse postale :

8. MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

Le contrat sera notifié au titulaire pour acceptation de son offre.

Il s'agit d'un contrat à prix unitaires par type de mission, appliqués selon les prestations réellement exécutées.

La commande indiquera le type de mission, la quantité par mission et le Prix Unitaire par mission.

Les prestations seront réglées sur la base des quantités réellement livrées ou exécutées, en application de l'article R2112-6 du code de la commande publique.

Le prestataire communiquera une préfacturation à la Caf des PO pour validation avant émission de la facturation.

8.1. PASSATION DES COMMANDES

8.1.1. Conditions d'émission des commandes

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande, exécuté par émissions successives selon les besoins, pendant toute la durée du contrat, à prix unitaires par type de mission.

8.1.2. Contenu des bons de commandes

Chaque bon de commande doit indiquer :

- le numéro du marché attribué par le pouvoir adjudicateur dénommé : la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées-Orientales ;
- le numéro du bon de commande ;
- les nom et adresse du titulaire ;

- les quantités commandées ;
- les prestations réalisées ;
- le service destinataire de la commande (nom du site, adresse et nom du service) ;
- le montant total HT et TTC de la commande, le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

8.2. FIXATION DES PRIX

PRIX, MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS ET VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés fermes pour l'année 2026.

8.2.1. Répartition des paiements

Le marché indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire mandataire du présent marché et co-traitants.

8.2.2. Révision des prix

Les prix mentionnés dans l'accord-cadre à bons de commande seront révisés au moment de leur règlement, par l'application de la clause de variation de prix suivante, applicable aux phases de visite initiale et de visite de contrôle :

$$P = P_o \times (ICH_{Trev-Ts} / ICH_{Trev-Tso})$$

Avec :

- **P** : prix unitaire après révision,
- **P_o** : prix d'origine pour la première révision, ou prix précédemment révisé pour les suivantes,
- **ICH_{Trev-Tso}** : indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés- Activités spécialisées, scientifiques, techniques
- **ICH_{Trev-TS}** : même indice, correspondant au dernier indice connu (non provisoire) au moment de la révision

Dans le cas où l'un ou l'autre de ces indices cesserait d'être publié, il est entendu qu'il sera remplacé dans la formule ci-dessus par l'indice proposé par l'Insee.

Les prix révisés ne pourront porter que sur des prestations postérieures à la date de révision.

Le calcul de la révision des prix est effectué par le titulaire et soumis à validation par l'acheteur lors de la facturation.

8.2.3. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des règlements sont calculés en application des taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

8.2.4. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacune des sociétés cotraitantes ou sous-traitantes compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

8.3. AVANCES ET REGLEMENT DES COMPTES

8.3.1. -Les avances

- Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du contrat est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

En vertu du décret du 28 décembre 2022, le taux d'avance prévu dans le cadre de l'option A sera de 30% (au lieu de 20%) le montant minimum de l'avance versée au titulaire pour les marchés de l'Etat conclus avec des PME.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du contrat TTC. Il doit être terminé lorsque ledit montant TTC atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du contrat.

Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être ni révisé ni actualisé.

Aucune autre avance ne sera délivrée au titre du contrat.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

- Garanties financières des avances

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. L'avance ne pourra pas être délivrée avant que cette garantie ou cette caution n'ait été constituée.

8.3.2. -Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire du contrat fera l'objet d'une facture mensuelle récapitulant les missions ayant fait l'objet d'une remise de prestations.

Une facture conforme aux besoins formulés et réalisée sera envoyée à la Caf des Pyrénées Orientales – en double exemplaire – mention Original et Duplicata pour vérification du service rendu et ordonnancement, déduction des éventuelles pénalités de retard.

Caf des PO - Service Gestion des Moyens 112 rue Henri Ey 66019 PERPIGNAN Cedex9

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou par l'organisme bénéficiaire ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par le pouvoir adjudicateur ou l'organisme bénéficiaire.

8.3.3. -Délais :

La restitution des résultats du diagnostic ou du contrôle après travaux doit intervenir dans le délai fixé au présent document à compter du démarrage de la prestation (cf - point 4 du CCP).

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

Date de l'accusé de réception par le Maître d'œuvre de la commande

8.3.4. Pénalités pour retard :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai d'exécution est dépassé par le fait du prestataire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT.

8.4. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail ainsi qu'au rappel de ces obligations au(x) propriétaire(s).

En application de l'article R 341-36 du code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la maîtrise d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Pénalités relatives au travail dissimulé :

Si le cocontractant ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il s'expose à des pénalités journalières de 1/500 du montant hors taxes de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée dans les conditions et limites prévues par l'article L8222-6 du code du travail (dans sa rédaction issue de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011

8.5. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Judiciaire de Marseille – 6, rue Joseph Autran, est seul compétent.

Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

8.6. REGULARITE AU REGARD DES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES ET L'ABSENCE DE CONDAMNATION PENALE

Le prestataire a produit une attestation sur l'honneur signée par lui-même ou une personne mandatée pour le représenter attestant de sa régularité au regard de ses obligations sociales et fiscales

Les attestations sur l'honneur relatives à la régularité fiscale et sociale du candidat doivent être fournies au stade de la candidature, conformément aux dispositions du règlement de consultation.

En application du décret n°2017-516 du 10 avril 2017, l'extrait du casier judiciaire est remplacé par une déclaration sur l'honneur que le prestataire devra fournir comme moyen de preuve qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus dans le Code de la Commande Publique.

Le prestataire s'engage à faire part de toute modification relative aux conditions vérifiées ci-dessus.

8.7. ASSURANCES DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Le titulaire doit contracter une assurance garantissant sa responsabilité professionnelle pour le type de missions, objet du présent contrat.

Le prestataire dispose d'une assurance de responsabilité civile professionnelle (le prestataire est assuré contre les risques d'accident ou dommages de quelques natures que ce soit dont il pourrait être tenu responsable au titre de l'activité de réalisation de diagnostic par l'application des articles 1382 et 1384 du code civil.)

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire.

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Il résulte de l'article 9.2 du CCAG que « le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande ».

8.8. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Documents contractuels – Dérogation à l'article 4.1 du CCAG :

Le contrat est constitué par les documents énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des charges à prendre en compte sans modifications avec ses annexes,
- Note méthodologique

Les pièces générales applicables, bien que non jointes au présent contrat, sont réputées connues des parties, il s'agit notamment des documents suivants :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux fournitures courantes et services (CCAG- FCS) ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale,

8.9. PROPRIETE INTELLECTUELLE – OBLIGATION DE SECRET PROFESSIONNEL DISCRETION CONFIDENTIALITE

8.9.1. Propriété intellectuelle

Le contrat est soumis au régime juridique duale intégrant les clauses de protection de données personnelles (RGPD).

8.9.2. Obligations de secret professionnel, de discrétion professionnelle et de confidentialité

Concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du Prestataire, les articles 34 à 37 CCAG-FCS sont applicables.

Le titulaire est tenu au secret professionnel, à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'engage à respecter de façon absolue cette obligation, et à la faire respecter par son personnel ou toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents relatifs au marché à des tiers. Le non-respect de cette obligation peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Les informations, documents, données de toute nature et renseignements fournis par la caisse d'Allocations familiales des PO, auxquels le titulaire a accès, à quelque titre que

ce soit, à l'occasion ou au cours de l'exécution du marché sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La responsabilité personnelle du titulaire peut être engagée conformément aux dispositions pénales de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Conformément aux articles 34, 34 bis et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne pas utiliser les données, documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces données, documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données, documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- procéder à la destruction au plus tard 1 mois après la remise des résultats complets de l'enquête de tous fichiers manuels ou informatisés contenant lesdites données, documents et informations relatifs au présent marché et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction ;
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé dans le cadre du marché ;
- insister, au besoin par écrit, auprès de son personnel – salariés et collaborateurs – sur le caractère personnel des données qu'ils auront à traiter dans le cadre dudit marché et rappeler, à cette occasion, l'obligation au secret à laquelle ils sont engagés dans le cadre des missions qui leurs sont confiées, conformément aux engagements définis au présent marché ;
- à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que la caisse d'Allocations familiales des PO lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

La caisse d'Allocations familiales des PO se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Il est rappelé que la divulgation et l'utilisation de données personnelles sans l'accord des intéressés est constitutif d'un délit pénal au sens de l'article L226-1 du code pénal, puni de 5 ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende.

Le titulaire décrira les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour garantir le respect de cet engagement notamment vis à vis des personnels, permanents ou temporaires, qu'il emploiera pendant toute la durée du contrat de prestations.

Ce point concerne notamment les sous-traitants. Ainsi, le titulaire doit conclure avec ses sous-traitant un engagement de sécurité et de confidentialité assurant la mise en œuvre des dispositions de confidentialité et de sécurité prévue par la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

En cas de violation de ces dispositions due au fait de l'entreprise ou de l'un de ses sous-traitants, le marché peut être résilié de plein droit par la caisse d'Allocations familiales des PO et aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité en faveur du titulaire et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles.

Il est aussi rappelé que la violation des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par le prestataire expose celui-ci :

- Aux sanctions prononcées par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (chapitre VII de la loi n°78-17 modifiée)
- Aux sanctions pénales prévues aux articles 226-14 à 226-24 du code pénal (conformément au chapitre VII de la loi n°78-17 modifiée)

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du marché.

8.10. RESILIATION DU CONTRAT

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG-FCS.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue ci-dessus emporte résiliation du contrat sans indemnité.

Quelle que soit la cause de la décision de la caisse d'Allocations familiales des PO, la résiliation du contrat est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, la date portée sur l'avis de réception faisant foi.

8.11. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

La caisse d'Allocations familiales des PO peut prendre la décision de résilier le contrat aux torts du titulaire :

- en cas de décision de rejet des prestations dans les conditions fixées à l'article XI du présent CCAP, sans mise en demeure préalable ;
- en cas d'absence de proposition de remplaçant du chef de projet dans le délai imparti, ou si la caisse d'Allocations familiales des PO n'a agréé pas le remplaçant, conformément à l'article XII.1 du présent CCAP, sans mise en demeure préalable ;
- en cas de non-respect de ses obligations relatives à l'utilisation des résultats telles que stipulées à l'article XIV du présent CCAP ;
- en cas de non-respect de ses obligations contractuelles générales telles qu'énoncées à l'article XV.1 du présent CCAP, sans mise en demeure et sans qu'il ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit ;

- en cas de non-respect des obligations de secret professionnel et des obligations de discrétion professionnelle et de confidentialité tels que prévus à l'article XV.2 du présent CCAP, sans mise en demeure préalable et sans qu'il ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit ;
- si le titulaire entrave l'exercice du contrôle des prestations par la caisse d'Allocations familiales des PO durant leur exécution, conformément à l'article XVI du présent CCAP ;
- en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail ;
- tout autre cas de résiliation aux torts du titulaire est prévu dans les conditions fixées par l'article 41 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire, la caisse d'Allocations familiales des PO exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de la prestation et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par la caisse d'Allocations familiales des PO durant l'exécution du contrat et dont il est le dépositaire.

De plus, la caisse d'Allocations familiales des PO se réserve le droit, dans un délai de 2 mois à compter de la date effective de résiliation, de passer, aux frais et risques du titulaire, un contrat pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

8.12. RESILIATION SANS FAUTE DU TITULAIRE

Le contrat peut aussi être résilié, à tout moment, à la seule initiative de la caisse d'Allocations familiales des PO, conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, et en l'absence même de faute du titulaire, dès lors que le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter le contrat du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. La résiliation du contrat est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

La caisse d'Allocations familiales des PO peut décider, au terme de chacune des phases, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations demandées et de résilier le contrat. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. Cette absence d'indemnisation constitue une dérogation aux dispositions de l'article 42.4 du CCAG-FCS. L'arrêt d'exécution entraîne la résiliation du contrat.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit de la caisse d'Allocations familiales des PO, des droits de propriété des livrables admis. Le titulaire est tenu de remettre toutes les prestations en cours d'exécution et de restituer, sans délai, toutes les pièces fournies par la caisse d'Allocations familiales des PO durant l'exécution du contrat et dont il est le dépositaire.

8.13. LITIGES

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'Organisme :

Tribunal Judiciaire de Marseille

- 6, rue Joseph Autran – 13006 MARSEILLE